

indestructibles lient l'existence économique et civile à celle des villes avoisinantes. Les adversaires de la cause de l'Italie eux-mêmes ne se risquent pas à soutenir que la Vénétie Julienne puisse être démembrée encore une fois de façon à attribuer quelques parties plus intérieures de son territoire à un État autre que celui qui aura les centres plus importants placés la plupart le long des côtes. Puisque ces centres, soit sur la côte, soit à l'intérieur des terres, sont tous italiens sans contestation possible et dominant la vie morale et matérielle de la région tout entière, ce n'est qu'à l'Italie que l'on pourrait reconnaître la possession de tout le pays et plus encore que par les motifs supérieurs de sa défense vers l'Orient, de son histoire, de sa civilisation, en force surtout des lois qui régissent la vie économique de l'endroit et pour sauvegarder le bien-être de sa population de n'importe quelle origine. Même en laissant de côté les sûretés miliaries et les nécessités géographiques, une ligne de frontière transactionnelle qui ne soit pas fondée sur des données territoriales très précises ne saurait résoudre dans aucun cas la lutte de races que semble menacer aux yeux de quelqu'un l'annexion des minorités slovènes et n'aurait, d'autre part, la moindre valeur économique permanente. Les débouchés naturels des zones de montagne devenues slaves, et très peu peuplées d'ailleurs, ne sont autres que la plaine de Venise et du Frioul et les ports italiens de la région vénéto-julienne de Trieste à Fiume. Supposons un instant que ces zones, où actuellement les Slaves sont les plus nombreux, fussent reliées à un autre État que l'Italie : elles deviendraient les noyaux de forces nationalistes exaspérées dans un sens opposé aux Italiens, car leur tendance inévitable les ramènerait à la mer vers laquelle elles exerceraient, avec toute leur énergie, avec le secours aussi des régions intérieures slovènes et croates, une pression menaçante. Les pays italiens de frontière vivraient alors dans une agitation perpétuelle et les deux États voisins dans une tension ininterrompue. Au contraire, si la frontière italienne embrassait tout le territoire en deçà des Alpes, y compris les fragments où les Slaves habitent et même prévalent entièrement, il n'y aurait aucun danger d'un irrédentisme slave, empêché de se développer par un régime éclairé des minorités ethniques. Cette solution est la seule qui puisse éviter ou rendre inoffensif et, partant, éteindre aux premières étincelles tout mouvement de désannexion slave qui serait créé par une frontière artificielle sous la pression des nécessités économiques sauvegardées dans l'intérêt des Slaves cisalpins, ainsi qu'il leur est arrivé jusqu'ici dans les agglomérations urbaines et dans les ports italiens de la côte sous la protec-